

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

4 septembre 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat

Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

---



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Réception en l'honneur des représentants de la France auprès de l'ONU à Genève.....	4
Genève-Confédération .....	5
Convention-cadre pour la protection des minorités nationales en Suisse.....	5
Genève .....	6
« Cap formation » : un guichet unique pour les jeunes en rupture de formation.....	6
Plan localisé de quartier Challendin : un potentiel de 227 logements à Chêne-Bougeries .....	7
Lutte contre la pénurie des professionnels de la santé .....	7
Soutien aux associations Camarada et Centre de contact Suisses-Immigrés .....	8
Hockey sur glace : le canton et la Ville de Genève poursuivent leur soutien à la formation de la relève .....	8
Adoption du plan général d'évacuation des eaux de Versoix .....	9
Prestation de serment de l'école de police .....	9
Agenda des invitations à la presse .....	11

# Genève internationale

---

## **Réception en l'honneur des représentants de la France auprès de l'ONU à Genève**

Dans le cadre des relations cordiales et amicales qu'il entretient avec la France, le Conseil d'Etat a reçu à déjeuner M. l'ambassadeur Nicolas Niemtchinow et M. Thomas Wagner, respectivement représentant permanent et représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à Genève.

## **Convention-cadre pour la protection des minorités nationales en Suisse**

Dans le cadre d'une consultation lancée par le Département fédéral des affaires étrangères, le Conseil d'Etat a accueilli favorablement le troisième avis du Comité consultatif de la [Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales](#) concernant la Suisse.

La convention-cadre est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1999. Elle est appliquée en Suisse aux minorités linguistiques nationales, aux gens du voyage ainsi qu'aux membres de la communauté juive.

Le Conseil d'Etat a profité de cette occasion pour mentionner les développements intervenus dans le canton de Genève depuis la visite en Suisse, en novembre 2012, du Comité consultatif, à savoir l'entrée en vigueur de la nouvelle [constitution genevoise](#) le 1<sup>er</sup> juin 2013 (dont l'art. 15 al. 2 interdit toute discrimination, notamment sur la base de l'origine et des convictions), la mise sur pied effective du Centre genevois d'écoute des victimes de racisme et la mise à la disposition des forains et des gens du voyage de la place de stationnement de « La Bécassière », à Versoix.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs jugé raisonnables les recommandations émises par le Comité consultatif, certaines d'entre elles devant par ailleurs être de toute manière suivies dans le cadre du [programme d'intégration cantonal](#) élaboré par le canton de Genève selon les directives de l'Office fédéral des migrations.

*Pour toute information complémentaire : M. André Castella, délégué à l'intégration, bureau de l'intégration des étrangers, DS, ☎ 022 546 74 99 ou 079 215 79 15.*

## « Cap formation » : un guichet unique pour les jeunes en rupture de formation

Pour faire suite aux recommandations de la [commission externe des politiques publiques \(CEPP\)](#) préconisant que l'inscription au chômage ne doit pas être une porte d'entrée pour les jeunes en rupture de formation et afin de poursuivre l'objectif politique visant à l'insertion et à la qualification des jeunes en rupture de formation, le département de la solidarité et de l'emploi (DSE) et le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) ont renforcé la coordination de leurs actions.

Une collaboration entre l'office cantonal de l'emploi (OCE – DSE) et l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC – DIP) a permis la mise en place d'un guichet unique « Cap formation », situé dans les locaux de l'OFPC, qui sera opérationnel à partir du 16 septembre 2013 (voir [présentation](#)).

Ce guichet est destiné aux jeunes entre 15 et 25 ans en rupture de formation, qui ne sont ni en possession d'un diplôme de degré secondaire ni au bénéfice de prestations AI.

Ce dispositif sera chargé d'analyser les parcours de formation et la situation personnelle des jeunes, de les orienter vers les prestations les plus adaptées et d'assurer leur suivi en vue d'une qualification professionnelle.

Ce système présente les avantages suivants :

- pas d'inscription d'emblée au chômage ;
- centralisation de la prise en charge des jeunes en rupture en formation ;
- meilleur recensement et identification de ce public ;
- mise en commun des prestations du DIP et de l'assurance-chômage en faveur de ce public ;
- meilleur ciblage des mesures en fonction des besoins identifiés (stage de préparation à l'entrée en formation, gestion du suivi individualisé (GSI) etc.) ;
- renforcement de la collaboration entre les deux offices avec des ressources partagées.

L'équipe de Cap formation est constituée de conseillers en personnel et conseillers gestion du suivi individualisé au bénéfice d'une forte expérience des jeunes de 15 à 25 ans. Ils ont également une connaissance approfondie du domaine de la formation professionnelle, des conditions d'entrée par filière et des exigences du monde professionnel ainsi que du réseau médico-social.

Ce dispositif est une première mesure concrète dans le cadre de la nouvelle disposition de la [constitution](#) introduisant l'obligation de se former jusqu'à l'âge de 18 ans (art. 194).

*Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquo, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25 ou 079 308 21 88, ou M. Patrick Schmied, directeur général de l'office cantonal de l'emploi, DSE, ☎ 079 252 88 04.*

---

## Plan localisé de quartier Challendin : un potentiel de 227 logements à Chêne-Bougeries



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) situé sur le territoire de la commune de Chêne-Bougeries, en bordure du chemin de Challendin et de la route de Chêne. Le périmètre, sis en zone 5 (villas) de développement 3, est constitué de dix parcelles en propriété privée, d'une superficie totale de 21'444 m<sup>2</sup>.

Le PLQ propose de construire huit bâtiments de logement, d'un gabarit de trois étages sur rez-de-chaussée plus superstructure habitable, ainsi qu'un immeuble mixte, d'un gabarit de quatre étages sur rez-de-chaussée, affecté au rez-de-chaussée et au 1<sup>er</sup> étage à des activités commerciales et/ou administratives et à du logement aux étages 2, 3 et 4. Le projet prévoit également la construction d'un parking souterrain d'une capacité de 288 places, dont 243 places à destination des habitants et quarante-deux emplacements pour les activités.

Dans sa délibération du 13 avril 2011, le Conseil municipal de la commune de Chêne-Bougeries, avait préavisé favorablement ce projet. Attaqué par un référendum communal, le préavis a toutefois été rejeté en [votation populaire le 27 novembre 2011](#).

Suite à ce vote, le Conseil d'Etat a suspendu la procédure pour permettre l'élaboration d'un projet alternatif, sous la conduite des autorités communales. Ce projet a été remis au Conseil d'Etat le 2 mai 2012. Ce document n'a toutefois pas été retenu. En effet, les propositions figurant dans cette convention – abaisser la densité du PLQ, diminuer le nombre de logements à 150 et réduire le nombre de places de parking – vont à l'encontre des objectifs cantonaux en matière de création de logements et d'utilisation parcimonieuse du territoire cantonal.

La procédure d'opposition au projet de plan localisé de quartier ouverte du 20 juillet au 15 septembre 2012 a suscité sept oppositions, dont celle de la commune de Chêne-Bougeries. Le Conseil d'Etat a rejeté ces oppositions, parallèlement à l'adoption du plan localisé de quartier. Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site internet officiel de l'Etat de Genève, à l'adresse : [www.ge.ch/amenagement/plansadoptes](http://www.ge.ch/amenagement/plansadoptes).

L'étape du PLQ sert à définir les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions sans fixer tous les détails, qui seront décidés dans les phases ultérieures du projet (préavis communaux lors des demandes définitives en autorisation de construire). Une fois le PLQ adopté et entré en vigueur, les différents acteurs concernés devront se conformer aux principes généraux qu'il comporte. Le PLQ définit notamment la disposition, l'affectation et le type de constructions qui pourront être autorisées dans cette zone ainsi que les aménagements extérieurs et les questions de mobilité. Il permet aux propriétaires d'engager les démarches en vue de la construction, qui peut s'échelonner sur plusieurs années.

*Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, en contactant M. Bernard Favre, secrétaire adjoint responsable de la communication, DU, ☎ 022 546 54 10 ou 079 215 80 58.*

---

## Lutte contre la pénurie des professionnels de la santé

Le Conseil d'Etat a pris connaissance du rapport de suivi du programme de lutte contre la pénurie de professionnels de santé dans le canton de Genève qui a été lancé il y a un an.

Le gouvernement confirme son intention de mener des actions concertées pour lutter contre la pénurie à moyen terme, afin de se préparer à l'augmentation des besoins liés notamment au vieillissement de la population.

Les actions, dont la mise en œuvre se déroulera sur plusieurs années, sont articulées autour de cinq axes stratégiques : formation, allocation des ressources, promotion/communication, conditions de travail/maintien en activité et pilotage. Elles visent notamment, d'une part, à former davantage de professionnels de la santé dans le canton compte tenu des besoins et, d'autre part, à favoriser le maintien ou le retour en emploi du personnel déjà formé, en particulier dans le domaine infirmier.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,  
☎ 022 546 50 26, ou M. François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève, DIP,  
☎ 022 388 65 05.

---

## Soutien aux associations Camarada et Centre de contact Suisses-Immigrés

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi accordant, pour les années 2014 à 2017, le renouvellement d'une aide financière aux associations Camarada et Centre de contact Suisses-Immigrés, conformément aux contrats de prestations conclus avec les parties concernées. Ces deux associations à but non lucratif, actives dans le domaine de l'intégration des personnes migrantes depuis 31, respectivement 39 ans, sont des partenaires privilégiés pour la réalisation des objectifs de la [loi genevoise sur l'intégration des étrangers du 28 juin 2001](#).

L'aide financière monétaire annuelle de 290'000 francs attribuée à l'[association Camarada](#) servira à offrir aux femmes migrantes à risque d'exclusion des formations adaptées pour l'apprentissage de la langue française orale et écrite d'une part et, d'autre part, à leur permettre l'acquisition de compétences de base utiles à la vie quotidienne et la connaissance du fonctionnement de la société genevoise. En outre, cette aide est destinée à financer la mise sur pied d'actions de prévention et de socialisation favorisant l'intégration de cette population spécifique.



Le [Centre de contact Suisses-Immigrés](#), quant à lui, bénéficiera d'une aide financière annuelle de 377'280 francs destinée à offrir aux personnes migrantes une large palette de prestations, incluant des services d'information,

de conseil et d'accompagnement dans divers domaines tels que le séjour, les assurances sociales, l'école et la formation postobligatoire, la petite enfance, la santé et les questions de genre.

Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre de la [loi genevoise sur les indemnités et aides financières, du 15 décembre 2005](#), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Pour toute information complémentaire : M. André Castella, délégué à l'intégration, bureau de l'intégration des étrangers, DS, ☎ 022 546 74 99 ou 079 215 79 15.

---

## Hockey sur glace : le canton et la Ville de Genève poursuivent leur soutien à la formation de la relève



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi renouvelant, pour les années 2013 à 2016, l'aide financière en faveur de l'association [Genève Futur Hockey \(GFH\)](#), pour un montant annuel de 495'000 francs. Cette somme est destinée à soutenir la formation des jeunes hockeyeurs dans l'ensemble du canton et la relève de l'élite en particulier. Le projet de loi formalise jusqu'en 2016 – avec la signature d'un contrat de prestations – les relations qu'entretiennent l'Etat et la Ville de Genève avec GFH.



Durant les deux premières années de soutien institutionnel du projet, les collectivités publiques se sont également investies pour accompagner le projet, et notamment pour améliorer l'assise cantonale de GFH et renforcer la qualité de la formation pour l'ensemble des jeunes hockeyeurs genevois. Le sommet de la structure de formation des juniors a aussi été consolidé, donnant davantage de cohérence à l'ensemble.

Des conventions de collaboration ont ainsi été signées avec les clubs formateurs des Trois-Chêne et du mouvement juniors de l'Association du Genève-Servette. Un dialogue constructif se poursuit avec le Club des patineurs de Meyrin. Ces conventions font partie intégrante du contrat de prestations signé entre GFH et les collectivités publiques genevoises.

Le Conseil d'Etat a constaté que le premier soutien pilote à la formation de la relève a porté ses fruits. Les résultats encourageants des juniors formés à Genève au niveau national, international et avec la première équipe sont prometteurs et doivent désormais s'inscrire dans la durée.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur du service cantonal du sport,  
☎ 022 327 94 80.*

---

### **Adoption du plan général d'évacuation des eaux de Versoix**

Le Conseil d'Etat a adopté le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) de la Ville de Versoix.



Le PGEE, qui remplace le plan directeur des égouts, datant de 1981, est un outil communal de planification de l'assainissement des eaux, qui traite de la gestion et de l'évacuation des eaux usées et pluviales. Il fixe dans un plan d'actions l'ensemble des mesures à réaliser sur le territoire communal en matière d'assainissement des eaux, à l'horizon des quinze à vingt prochaines années.

Les principaux investissements pour la Ville de Versoix sont liés à la finalisation de la séparation des réseaux secondaires, à la réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales centralisés, à la réparation et reconstruction d'un certain nombre de tronçons de collecteurs en mauvais état constructif et en sous-capacité hydraulique et à la suppression d'installations autonomes d'épuration.

Avec les communes de Gy, Meinier, Presinge, Bellevue, Genthod, Pregny-Chambésy (voir [point de presse du 27 juin 2012](#)), Collex-Bossy (voir [point de presse du 13 mars 2013](#)), Puplinge, Céligny (voir [point de presse du 10 avril 2013](#)), Lancy, Onex, Plan-les-Ouates, Dardagny, Russin et Satigny (voir [point de presse du 12 juin 2013](#)), dont les PGEE ont déjà été adoptés, seize des quarante-cinq communes du canton disposent désormais d'un tel outil.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Bachmann, direction générale de l'eau, DIME,  
☎ 022 546 74 26.*

---

### **Prestation de serment de l'école de police**

Le Conseil d'Etat a présidé, en fin de matinée, la prestation de serment de l'école de police, classe de gendarmerie 2012/B, et de deux nouveaux collaborateurs de la police judiciaire. Trente nouveaux gendarmes et deux nouveaux inspecteurs de la police judiciaire ont prêté serment devant le Conseil d'Etat *in corpore*.

Cette traditionnelle cérémonie, qui a eu lieu sur la promenade de la Treille, est le point d'orgue d'un enseignement dispensé durant douze mois au centre de formation de la police. Cette formation est couronnée à Genève par l'obtention du brevet fédéral de policier.

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
9 septembre 14h00	Genève célèbre les 50 ans de la protection civile	Poste de commandement rive-gauche de la Ville de Genève  24, av. Sainte-Clotilde (sous-sol de l'école Cité-Jonction)	DS  VGe	Laurent Forestier ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67  Cédric Waelti ☎ 022 418 24 82 ou 079 596 19 79
10 septembre 10h00	Inauguration de la première étape de rénovation du CO de Budé	CO de Budé 4, chemin du Briquet 1209 Genève	DU  DIP	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25  May Piaget ☎ 022 546 69 18
10 septembre 12h30	Elections cantonales 2013 : séance d'information pour les médias	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel de Ville	CHA	Nicolas Merckling ☎ 022 327 90 80
12 septembre 10h00	Réseaux de transports collectifs genevois : satisfaire des usagers toujours plus nombreux et préparer l'agglomération ferroviaire	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DIME	Yann Gerdil-Margueron ☎ 076 383 59 44
13 septembre 10h00	Cérémonie du bouquet de chantier de la 6 <sup>e</sup> étape du CMU	CMU 1, rue Michel-Servet 1206 Genève	DU	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
15 septembre dès 11h00	Partie officielle de la Fête des vendanges à Russin	Ferme Pittet 1281 Russin	DARES	Anna-Karina Kolb ☎ 022 327 90 60
17 septembre 9h30	Collaboration interinstitutionnelle à Montbrillant (cii'm)	Office cantonal de l'emploi 16, rue des Gares	DSE	Laurent Paoliello ☎ 079 935 86 75
19 septembre 10h00	Présentation du projet de budget 2014 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
26 septembre 10h	Événement anniversaire Label « 1+ pour tous »	(sera fixé ultérieurement)	DSE	Florence Forget ☎ 022 388 2437